**TRAME POUR L’ELABORATION DU PROJET DE SANTE ET DU REGLEMENT INTERIEUR DES CENTRES DE SANTE (CDS)**

Arrêté du 27 février 2018

relatif aux centres

de santé

**NOVEMBRE 2023**

AVANT PROPOS

Le gestionnaire doit adresser, pour l’instruction de son dossier, l’ensemble de ses documents par courrier recommandé avec accusé de réception au Pôle Offre Ambulatoire de l’ARS Normandie.

Avant de déposer un dossier de création d’un centre de santé, l’ARS de Normandie encourage les porteurs de projets à prendre contact afin d’échanger sur le projet envisagé.

LE CONTENU DU PROJET DE SANTE

Le contenu de projet de santé est défini par l’arrêté du 27 février 2018 relatif aux centres de santé[[1]](#footnote-1).

Le projet de santé se divise en plusieurs parties :

* Le diagnostic préalable des besoins qui permet de positionner le centre dans l’offre de soins du territoire ;
* Les coordonnées du centre de santé et de son gestionnaire ;
* Le personnel du centre de santé ;
* Les missions et les activités du centre de santé ;
* La coordination interne et externe.

1. **LE DIAGNOSTIC DES BESOINS DU TERRITOIRE**

L’organisation de la structure est définie à partir d’un diagnostic des besoins du territoire.

Le projet de santé décrit les moyens utilisés pour établir ce diagnostic : données de l’observatoire régional de la santé, Cartosanté, INSEE, appui de l’ARS ou des tiers facilitateurs, concertation avec les acteurs : professionnels du champ sanitaire, médico-social, social, usagers, etc.

Le projet doit établir un **diagnostic des besoins du territoire** en précisant :

* Les caractéristiques de la population du territoire de référence du centre de santé (âge, CSP, logement, revenus…) ;
* Les priorités de santé publique du territoire et ses problématiques en matière d’accès aux soins (se référer notamment aux schémas, programmes ou contrats régionaux et territoriaux : schéma régional de santé, contrat local de santé, ateliers santé ville, etc).

Ensuite, le projet présente **l’offre disponible** sur le territoire :

* L’organisation du système sanitaire local (établissements de santé publics et autres, densité des professionnels de santé, démographie médicale, maisons de santé pluriprofessionnelles, centres de santé, communautés professionnelles territoriales de santé) ;
* L’organisation de l’offre sociale et médico-sociale.

1. **LES COORDONNEES**

Le projet de santé doit apporter des informations sur le gestionnaire du centre et sur le centre de santé :

* Les noms, adresses postales et électroniques, numéros de téléphone du centre et de ses antennes lorsqu’elles existent ;
* L’adresse du siège social de l’organisme gestionnaire (OG) – joindre un justificatif de la reconnaissance légale du statut juridique de l’OG (sauf collectivité territoriale ou EPCI) ;
* Les nom, prénom, adresse électronique et numéro de téléphone du représentant légal de l’OG ;
* Les numéros SIREN ou SIRET ou de la copie de la demande d’immatriculation en cours – fiche d’immatriculation ;
* Le numéro du fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) du centre de santé, en cas d’actualisation du projet.

1. **LE PERSONNEL DU CENTRE**

* Les nom, prénom, adresse électronique et numéro de téléphone du responsable du centre de santé désigné par le représentant légal ;
* La liste des professionnels de santé exerçant au sein du centre de santé et des antennes – joindre la copie des diplômes des professionnels de santé et numéros ADELI ou RPPS des professionnels de santé ;
* Les effectifs en équivalent temps plein (ETP) de chaque catégorie professionnelle : médicale, paramédicale, médico-sociale et administrative.

1. **LES MISSIONS ET ACTIVITES DU CENTRE**

Le projet précise si le centre a adhéré au socle commun de l’accord national avec l’assurance maladie et rappelle – le cas échéant – l’historique du centre de santé.

En réponse au diagnostic établi, le projet de santé décrit le fonctionnement, les missions et activités du centre de santé :

* Les jours et heures d’ouverture et de fermeture du centre de santé et de ses antenne(s) lorsqu’elles existent ;
* Les missions et activités portées par le centre de santé : activités de soins, de prévention, des actions de santé publique et d’éducation pour la santé, télémédecine, l’éducation thérapeutique du patient ou la participation à un programme de recherches en soins primaires ;
* La description du plateau technique avec plan détaillé des salles interventionnelles et les modalités de maitrise éventuelles de l’environnement (qualité de l’eau et de l’air) ;
* La description du plateau technique et les modalités de maîtrise éventuelles de l’environnement (qualité de l’eau et de l’air) - joindre plan détaillé des salles interventionnelles ;
* La présence éventuelle d’une structure de prévention au sein du centre de santé, tels qu’un centre de planification et d’éducation familiale ou un centre de protection maternelle et infantile ;
* Les mesures prises pour favoriser l’accueil de personnes en situation de handicap (consultations dédiées, formations spécifiques du personnel, etc) ;
* Les mesures prises pour permettre l’accès aux soins de toute personne sollicitant une prise en charge médicale ou paramédicale ;
* La participation éventuelle à la permanence des soins ambulatoires telle qu’établie par le cahier des charges régionales en région Normandie (PDSA) ;
* La participation éventuelle à un ou des programmes de recherche en soins primaires et leur objet ;
* Les mesures prises pour favoriser la formation des étudiants en stage dans le centre (précisions sur les professions ou disciplines concernées et la présence ou non de maître(s) de stage) ;
* Les mesures prises pour favoriser la formation continue des professionnels de santé, en particulier concernant leur développement professionnel continu.

1. **LA COORDINATION INTERNE ET EXTERNE**

* Le dispositif mis en œuvre pour assurer la coordination interne des professionnels de santé (rythme des réunions de concertation, professionnels y participant, protocoles pluri professionnels) ;
* Les partenariats noués, au travers de conventions, avec les structures et professionnels sanitaires, sociaux et médico-sociaux du territoire ;
* Les modalités de partage des informations de santé des patients :
* entre les professionnels de santé du centre de santé ;
* avec les professionnels de santé de l’antenne (lorsqu’elle existent) ;
* avec les partenaires ;
* nom du logiciel labellisé par l’Agence du numérique en santé[[2]](#footnote-2).

LE CONTENU DU REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT

Le contenu du règlement de fonctionnement est défini par l’arrêté du 27 février 2018 relatif aux centres de santé[[3]](#footnote-3).

1. **L’HYGIENE ET LA SECURITE DES SOINS**

Les **fiches de procédures sont jointes** en annexe au règlement de fonctionnement et sont consultables dans les locaux concernés.

Dans une première partie, le règlement de fonctionnement précise les mesures liées à l’hygiène et à la sécurité des soins :

* Les règles d’hygiène et de prévention du risque infectieux, notamment au regard des tenues des professionnels de santé et de l’hygiène des mains ;
* Les procédures détaillées de préparation et de stérilisation des dispositifs médicaux stérilisables et non stérilisables, y compris le contrôle des différentes opérations, stockage et mise à disposition avec plan détaillé des locaux dédiés à ces opérations ;
* Les modalités de conservation et de gestion des médicaments ;
* Les modalités de gestion et de maintenance des autres dispositifs médicaux, y compris, le cas échéant, des qualifications de ces dispositifs ;
* Les modalités de conservation et de gestion des dispositifs médicaux non stériles ;
* Les modalités de gestion des déchets d’activité de soins à risque infectieux (DASRI) et, le cas échéant des déchets spécifiques ;
* Les modalités de gestion du risque d’accident d’exposition du sang (AES), comprenant en annexe la fiche de procédure spécifique au centre de santé précisant les coordonnées de l’hôpital de référence ;
* Les modalités de gestion, de déclaration, d’analyse et de prévention des évènements indésirables graves (EIG) et des infections associées aux soins ;
* Le nom et les coordonnées professionnelles de la personne compétente en radioprotection ;
* Le nom et les coordonnées professionnelles du correspondant d’hémovigilance ;
* Les modalités de prise en charge des urgences vitales.

1. **LES INFORMATIONS RELATIVES AUX DROITS DU PATIENTS**

La deuxième partie attendue du règlement de fonctionnement met en évidence :

* Le dispositif mis en œuvre pour favoriser l'accès des patients à leur dossier médical ;
* Le dispositif mis en œuvre pour garantir la conservation des dossiers médicaux ;
* Les modalités de constitution et le contenu du dossier médical garantissant la traçabilité des informations (article D. 6323-5, alinéa 3 du Code de la santé publique) notamment, la date de toute décision thérapeutique, de la réalisation de tout acte dispensé, de la délivrance de toute prescription, de toute information fournie au patient ou reçue de lui ou de tiers ainsi que l'identité du professionnel de santé concerné ;
* Le dispositif d’information du patient sur les tarifs pratiqués par le centre ou par le tiers en cas d’orientation du patient (article L. 6323-1-8) sur les conditions tarifaires pratiquées par l'offreur proposé au regard de la délégation de paiement au tiers et de l'opposabilité des tarifs ;
* Le dispositif d’information du patient sur l’organisation du centre de santé et de ses antennes pour répondre aux demandes de soins non programmés en dehors des heures de permanence de soins ;
* Le dispositif d’évaluation de la satisfaction des patients.

ENGAGEMENT DE CONFORMITE D’UN CENTRE DE SANTE

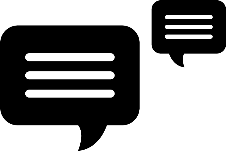
|  |
| --- |
| **I - Identification de l’organisme gestionnaire :**  1 - Raison sociale de l’organisme gestionnaire :  2 - Adresse du siège social :  3 - Numéro SIREN ou SIRET  4 - Nom et prénom du représentant légal de l’organisme gestionnaire :  5 - Adresse électronique du représentant légal de l’organisme gestionnaire :  6 - Numéro de téléphone du représentant légal de l’organisme gestionnaire : |
| **II - Identification du centre de santé et, le cas échéant, de ses antennes** :  1 - Nom du centre et le cas échéant, de ses antennes :  2 - Adresse postale :  3 - Adresse électronique :  4 - Numéro de téléphone et de télécopie :  5 - Numéro SIREN ou SIRET :  6 - Numéro FINESS lorsqu’il s’agit d’un centre de santé en fonctionnement : |
| **III - Textes de référence :**  Je déclare que le centre de santé et son ou ses antenne(s) lorsqu’elles existent, mentionné(s) au II ci-dessus est (sont) conforme (s) aux dispositions des articles L. 6323-1, L. 6323-1-11, D. 6323-1 à D. 6323-8 du code de la santé publique ainsi qu’aux dispositions de l’arrêté du 27 février 2018 relatif aux centres de santé. |
| **IV – Engagement :**  Je m’engage à porter à la connaissance du Directeur général de l’Agence régionale de santé Normandie toutes les modifications mentionnées à l’article D. 6323-10 du code de la santé publique et à fournir chaque année, avant le 1er mars, les informations mentionnées à l’article L-6323-1-13 du code précité (via l’observatoire national des centres de santé).  Je prends acte qu’en application des articles L-1421-1 et L-1435-7 du code la santé publique, le Directeur général de l’Agence régionale de santé Normandie peut, à tout moment après ouverture du centre de santé ou de son ou ses antennes lorsqu’elles existent, faire procéder à une visite de conformité ou à une mission d’inspection.  Pour le centre de santé (ou son antenne) créé à compter de l’entrée en vigueur de l’arrêté du 27 février 2018 relatif aux centres de santé : Je joins au présent engagement le projet de santé (et/ou chacune de son ou de ses antennes lorsqu’elles existent), établi en conformité avec la règlementation. |
| **Nom et prénom :**  **Date :**  **Fonction** (représentant légal de l’organisme gestionnaire) :  **Signature** : |
| *Les informations recueillies dans le cadre de cet engagement de conformité et du projet de santé auquel est annexé le règlement de fonctionnement font l’objet d’un traitement destiné à permettre aux agences régionales de santé l’instruction et le suivi des dossiers relatifs aux centres de santé. Elles sont destinées aux services de l’agence régionale de santé. Vous pouvez exercer votre droit d’accès et de rectification aux informations qui vous concernent conformément à la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978 modifiée en vous adressant à l’agence régionale de santé de Normandie, Espace Claude Monet, 2 place Jean Nouzille, CS 55035 – 14050 CAEN Cedex.* |

LISTE DES PIECES A FOURNIR

1. L’engagement de conformité complété et signé par le gestionnaire ;
2. Le projet de santé daté et signé par le gestionnaire ;
3. Le règlement de fonctionnement annexé au projet de santé daté et signé par le gestionnaire ;
4. Les statuts de l’organisme gestionnaire ;
5. Si association Loi 1901 :
   * + - une copie des statuts ;

* une copie du récépissé de déclaration à la Préfecture ;
* la composition du bureau.

1. La fiche INSEE avec n° SIREN ou SIRET ou copie de la demande si immatriculation en cours ;
2. Les copies des diplômes des professionnels de santé (chirurgiens-dentistes, médecins, infirmiers, assistants dentaires, etc) recrutés ;
3. L’attestation d’inscription aux ordres (N° RPPS) ou au répertoire ADELI ;
4. Le contrat DASRI (déchets d’activités de soins à risque infectieux) ;
5. Le plan détaillé des locaux faisant apparaître notamment, pour les centres de santé dentaires, la salle de stérilisation, le local ménage, le local DASRI, les cabinets dentaires, les vestiaires, l’emplacement des réfrigérateurs, les salles de stockage et d’archivage, la salle de radiologie le cas échéant ;
6. Le plan spécifique sur la salle de stérilisation faisant apparaître les équipements utilisés et le respect du circuit de marche en avant.
7. Les déclarations des liens d’intérêts de l’ensemble des membres de l’instance dirigeante (s’il s’agit d’un centre de santé ayant une activité dentaire, d’ophtalmologie ou d’orthoptie) ;
8. Les contrats liant l’organisme gestionnaire à des sociétés tierces, selon des critères définis par voie réglementaire (s’il s’agit d’un centre de santé ayant une activité dentaire, d’ophtalmologie ou d’orthoptie) ;



**ARS Normandie**

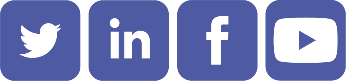
Esplanade Claude Monet

2 place Jean Nouzille

CS 55035

14050 Caen Cedex 4

www.[normandie.ars.sante.fr](https://www.normandie.ars.sante.fr/)



1. [Arrêté du 27 février 2018 relatif aux centres de santé - Légifrance (legifrance.gouv.fr)](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000036658880) [↑](#footnote-ref-1)
2. [Les solutions labellisées e-santé | Agence du Numérique en Santé (esante.gouv.fr)](https://esante.gouv.fr/offres-services/label-esante/solutions-labellisees) [↑](#footnote-ref-2)
3. [Arrêté du 27 février 2018 relatif aux centres de santé - Légifrance (legifrance.gouv.fr)](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000036658880) [↑](#footnote-ref-3)